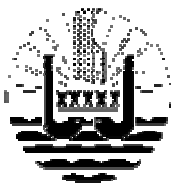


ASSEMBLÉE

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

COMMISSION D'ENQUÊTE



AUDITIONS

chargée de recueillir tous éléments d'information sur les conséquences des essais nucléaires aériens entre 1966 et 1974 pour les populations de la Polynésie française

M. Jules Changues
Audition du **novembre 2005**

M. Jules Changues est Président de la Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Services et des Métiers de Papeete.

La commission : En votre qualité d'exportateur, avec l'arrivée du CEP, ça a été quand même quelque chose de tout à fait nouveau ?

M. Jules Changues : Bien sûr, c'est tout à fait nouveau pour tout le monde, puisque je me rappelle bien, avant l'arrivée du CEP, nous exportions du café, de la vanille, un peu de tout. J'ai été entrepreneur de plongeur de nacre, C'étaient des coquilles de nacres qu'on exportait à l'époque avant l'arrivée du CEP. On exportait bon an, mal an entre 500 à 700 tonnes de coquilles de nacres naturelles. Il y avait pas encore de periculture, il n'y avait pas de collectage. On exportait ça pour l'industrie du bouton. Mais à l'arrivée du CEP, c'est complètement fini, personne ne va plonger. Les salaires étaient tellement élevés que j'ai tout abandonné ! Pareil pour le café et la vanille, tout est abandonné. On ne cueillait même plus le café, puisque en allant travailler pour le CEP, ça rapportait plus que d'aller travailler dans les champs !

La commission : On a vu ça à Mangareva !

M. Jules Changues : A Tahiti, dans les Australes, les Marquises, tout le monde venait en ville pour aller travailler sur les sites. C'est pour ça que l'agriculture a été complètement abandonnée.

La commission : Et au niveau des entreprises, il n'y avait plus d'exportation. Alors vous avez fait de l'importation en fonction des commandes qui pouvaient être faites par le CEP.

M. Jules Changues : Oui bien sûr. On importe et puis on vend au CEP, on vend au marché local.

La commission : Oui parce que le marché local était quand même assez important, y compris sur Tahiti puisqu'il y avait pas mal de personnes qui se sont installées...

M. Jules Changues : Oui bien sûr, c'était un boum considérable. C'était quand même un boum très-très fort.

La commission : Et ça veut dire très concrètement, par exemple, pour une entreprise comme la vôtre, vous avez été obligé de bâtir des entrepôts ?

M. Jules Changues : Tout a progressé considérablement. Mais le simple travailleur en a profité énormément puisque les salaires ont augmenté. Tout augmente, tout a été augmenté !

La commission : M. Gilles Blanchet, qui était économiste à l'ORSTOM, évaluait à peu près un millier de PME qui ont été des sous-traitants du CEP dans la période de la construction des infrastructures des essais atmosphériques.

M. Jules Changues : Je suppose qu'il faudrait que vous demandiez à ceux qui sont dans le BTP. Moi, je ne connais pas tellement bien, je sais qu'il y a beaucoup de gens qui sont partis travailler sur les sites, ça c'est sûr !

La commission : Avant 1966, vous connaissiez Moruroa ?

M. Jules Changues : En 1955, j'ai vécu 6 mois à Moruroa pour la plongée de la nacre pour l'exportation. Je suis resté 6 mois dont 4 mois sans vivres. J'ai mangé que du coco et du poisson pendant 4 mois. J'avais 18 ans à l'époque en 1955.

La commission : Et quand vous dites en 55, vous alliez faire de la nacre là-bas, le personnel...

M. Jules Changues : Pour plonger pour la nacre ! Pour plonger à nu. C'était interdit pour la plongée avec le scaphandre. On commençait à tolérer les scaphandres...d'ailleurs, aux derniers 2 mois, ils ont donné une autorisation à une équipe en scaphandre pour plonger le restant des nacres. On n'autorise les scaphandres que dans des lagons comme Moruroa avec des passes très grandes, où les plongeurs ne vont pas beaucoup quoi ! C'était en 55, il y avait quand même bien plus 300 personnes. Il y avait les gens de Tureia, les gens à côté de Moruroa, tout ça, de Tatakoto, de Tureia, de Reao, Pukarua.

La commission : Et oui, en plus il fallait le personnel pour faire manger tout ce monde...

M. Jules Changues : On a extrait près de, je crois, dans les 60 à 80 tonnes de nacres. C'est la plus grosse plongée de l'histoire de Moruroa.

La commission : En 55 ?

M. Jules Changues : Oui

La commission : Et les plongées se faisaient à quelle période ? Enfin, on pouvait recommencer quand ?

M. Jules Changues : Les plongées se font à intervalles de 3 à 4 ans, par lagon. Et les gros lagons, comme Hikueru, Takarua. Hikueru et Takarua, on pouvait plonger tous les ans avant. C'était divisé en 3 secteurs, on plongeait tous les ans avant, pour faire un circuit de 3 ans. A Takume, il y avait un secteur et Marutea sud, à côté de Moruroa, un secteur. Ça fait en fait un peu plus long pour la plongée : ça fait 4 ans. Alors, à l'époque, avant Takarua, on plongeait en 3 ans tous les ans, on a fait en 2 secteurs aussi. Et Takapoto, on a fait 2 secteurs. Ça faisait une plongée tous les 4 ans.

La commission : Oui, et puis maintenant, c'est fini, on ne fait plus de boutons en nacres, quasiment...

M. Jules Changues : Non, maintenant tous les sites sont réservés pour la perliculture...on ne peut plus aller plonger. De toute façon, la nacre n'était plus du tout achetée.

La commission : Alors, sur la période du début du CEP, il y avait les campagnes de tirs, en gros du mois de mai jusqu'au mois d'octobre. Et, le reste de l'année, il y avait quand même moins de monde, ce qui veut dire que sur un plan économique, c'était saisonnier.

M. Jules Changues : Nous, on n'a pas senti ça !

La commission : Vous ne sentiez pas que c'était assez irrégulier ?

M. Jules Changues : Pour nous, c'était régulier parce que vous aviez l'armée...il y avait des militaires qui sont sur terre. Et pour moi, les consommations n'allaient qu'à augmenter, c'est tout !

La commission : Parce qu'en fait, c'est vrai, le personnel restait sur place, les militaires restaient sur les sites. Mais ceux qui venaient en surnombre pendant les périodes de tirs, c'était surtout la marine. Il y avait tous les bâtiments de la marine.

M. Jules Changues : Remarquez, nous avons très peu livré. Nous n'avons jamais directement livré au CEP, nous autres. Nous avons vendu à des gars qui sont spécialistes pour vendre au CEP ! On leur vend et puis c'est eux qui se débrouillent à vendre au CEP.

La commission : Ah oui, il y avait des intermédiaires.

M. Jules Changues : On leur vend et puis c'est eux qui se débrouillent à vendre au CEP. Ils étaient plusieurs - 6 ou 7 grossistes - qui se concurrençaient pour vendre au CEP ! D'ailleurs, je n'ai jamais participé aux appels d'offres. Les grossistes ont des appels d'offres tous les ans et puis les importateurs leur livrent, au coup par coup. En tous cas, nous avons constaté que les importations ont toujours monté depuis l'arrivée du CEP.

La commission : Et y compris, quand les essais atmosphériques ont arrêté en 74 et après ?

M. Jules Changues : Après l'arrêt ça a continué. Quand Mitterrand avait arrêté la 1^{ère} fois, c'était quand ?

La commission : En 92.

M. Jules Changues : En 1992 par là, oui ça a stagné un peu. Oui c'est sûr que les entreprises ont grossi à cette époque là. Tout le monde a grossi ! C'est très simple, pratiquement tous les commerces ont grossi ! Parce que les travailleurs qui travaillaient là-bas ils avaient de l'argent, ça faisait boule de neige. Alors ça tournait, tous les secteurs tournaient bien !

La commission : On se demande si au début toute la législation du travail a été réellement appliquée, les déclarations, etc ...

M. Jules Changues : ça, je ne peux rien vous dire, je ne sais pas ! Il y avait déjà l'inspection du travail, mais je ne sais pas si ça a été bien observé.

La commission : Alors vous, en ce qui vous concerne, vous n'étiez absolument pas en contact avec le CEP ?

M. Jules Changues : Jamais ! On n'a jamais eu de contact direct.

La commission : Et les intermédiaires, c'étaient des entreprises d'ici civiles ?

M. Jules Changues : Oui, des maisons de commerces d'ici. Il y avait des gens qui travaillaient plus ou moins directement pour le CEP.

La commission : Elles se sont créées uniquement pour le CEP ?

M. Jules Changues : Oui, il y avait SHRM. Quand SHRM est venu dans les années 65-66, le CEP était déjà là. Il n'y avait qu'une seule personne, un métropolitain, avec une secrétaire. C'est tout ! Et puis, ils avaient un entrepôt, ils achetaient et puis ils revendaient directement. Parce que nous avons importé des marchandises, nous vendions à SHRM qui vendait au CEP. SHRM faisait des affaires avec le CEP.

Il y avait 2 métropolitains que je connais, il y a un qui s'appelait Ange Bodot et puis un qui s'appelle Chausseblanche Clément, c'était un breton. Nous importions des marchandises, c'est eux qui vendaient.

La commission : Et ils étaient arrivés avec le CEP la plupart ?

M. Jules Changues : Il y a un qui était arrivé à peu près en même temps que le CEP. Ange Bodot était déjà sur le territoire. Et puis vous aviez la maison Océania et Aline. La maison Aline ne fait plus d'alimentation maintenant. C'était un des plus gros en alimentation à l'époque. Oh, il y avait encore plusieurs, je ne me rappelle plus des noms. Ils étaient au moins 7 ou 8, une dizaine qui vivaient du CEP !

Mme Unutea Hirshon : On ne parle jamais de la nacre avant le CEP ! Qui c'est qui vous dirigeait ?

M. Jules Changues : Eh bien, en 55, vous aviez environ 300 personnes qui venaient des îles, au moins 155. Il y avait des gens de Tatakoto, de Tureia et un peu de Reao et Pukarua.

Mme Unutea Hirshon : Mais donc, c'était à l'initiative de quelqu'un de Tahiti qui organisait la plongée. Donc c'étaient les frères Vaxelaire ?

M. Jules Changues : Non, c'était à l'époque avant l'arrivée du CEP, la Polynésie exploitait bon an, mal an entre 5 à 700 tonnes de nacres.

Mme Unutea Hirshon : Ah oui, pour faire des boutons !

M. Jules Changues : Pour l'industrie du bouton. Moruroa, c'est un lagon qu'on a très peu plongé. Il y avait des nacres de 5-6 kg !

Mme Unutea Hirshon : A cette époque là, tu étais quelque part impliqué dans ce commerce ?

M. Jules Changues : Non, je travaillais pour Callois et puis j'étais à Takume. Takume, Hikueru, c'étaient en 55...il y avait une montée des prix à l'export. C'était dans les 60 à 70 francs le kilo. C'est passé à 150 francs le kilo au mois de juin-juillet par là. Et Callois m'a envoyé de Takume à Moruroa. Je suis resté 6 mois et puis on a bouffé les cocos pendant 4 mois ! Ils ne sont pas revenus nous chercher ces salauds là ! Ils nous ont plaqués et la fermeture de la nacre était officiellement finie au mois de juin. Ils ont obtenu un mois de prolongation au mois de juillet et finalement, ils voulaient qu'on continue à plonger, c'est pour ça qu'ils nous ont plaqué ! Ils sont venus nous chercher seulement en octobre ou novembre.

Mme Unutea Hirshon : Là, vous vous êtes nourri de poisson ?

M. Jules Changues : Du poisson et puis du uto, du coco.

Mme Unutea Hirshon : Est-ce que c'était empoisonné par endroit, à Moruroa ?

M. Jules Changues : C'est pas tellement. Il y a des o'eo qui étaient empoisonnés, pas tous. Tu vois les o'eo avec bec rouge, on ne les mange pas.

Mme Unutea Hirshon : Ah, donc vous saviez qu'il y avait une variété de poisson qui était empoisonnée.

M. Jules Changues : Oui, il y avait déjà des poissons empoisonnés !

Mme Unutea Hirshon : C'est ce qu'on nous a déjà dit. C'était une équipe de combien de personnes qui était là ?

M. Jules Changues : Ben, j'étais parti, tu connais Julien Falchetto, je ne sais pas s'il vit encore.

Mme Unutea Hirshon : De Papeari.

M. Jules Changues : Oui c'est ça, Julien Falchetto. Le papa est marié avec une fille Spitz. La fille Spitz était avec son mari Falchetto un jeune couple à l'époque. C'est lui qui s'occupait des scaphandres. Et puis, il y a Kapu Winchester qui a fait venir des plongeurs surtout de Tatakoto, un peu de Reao et des gens de Tureia. A Moruroa, avec des scaphandres et la plongée à nu, je crois que nous avons fait pas loin de 60 à 70 tonnes de nacre. Et Moruroa n'avait jamais été plongé, c'est tellement loin. Si loin que c'est trop cher pour l'entrepreneur. Parce que le système de plongée est organisé de la façon suivante. C'est toujours le commerçant qui paie les frais de déplacement ; aller et retour c'est payé par le commerçant. Mais, c'est toujours des contrats verbaux qui engagent le plongeur à ne vendre qu'à celui qui a payé son voyage ! Mais, il y a toujours des combines, il y a des gars qui sortent dehors. S'ils sentent qu'ils ne peuvent pas payer le compte de son fournisseur, ils vendent déjà la nacre dans le lagon et ils passent à un copain qui vend à quelqu'un d'autre.

Mme Unutea Hirshon : D'accord, c'était la bourse de l'époque ! C'est intéressant de savoir. Donc, il y avait une petite activité économique.

M. Jules Changues : Non, ça appartenait à la société tahitienne, les terrains. La société tahitienne qui contrôlait Moruroa et Marutea en même temps. Alors, ils ont des travailleurs qui faisaient le coprah. Quand on est arrivé, il y avait encore 5 ou 6 personnes qui faisaient que le coprah.

Mme Unutea Hirshon : Cette société est la propriété de qui ?

M. Jules Changues : A cette époque là, c'était M. Nègre qui était le propriétaire de la société « Tahitiana ». M. Nègre avait toujours un mandataire ici à Tahiti. C'est soit Hervé, un exportateur de coprah, parce que dans le coprah, c'est celui là qui exporte. Et puis, il y avait même Teai qui est venu faire du cinéma. C'est du folklore, quand je pense à l'époque. Il y a de tout ! La licence est toujours accordée à un ancien combattant qui a fait la guerre ! C'est lui qui a le bénéfice d'une licence et qui vend la bière.

Mme Unutea Hirshon : Il venait sur le lieu de plonge ?

M. Jules Changues : Oui, c'était prohibé !

Mme Unutea Hirshon : Ah le pauvre plongeur, à la fin de la saison, il était ruiné, parce qu'il avait tout bu.

La commission : Il y a la bière et puis...

M. Jules Changues : A Moruroa, il n'y avait pas de bière. C'est dans les grands lagons comme Hikueru, Takaroa, là, il y avait de la bière. C'était toujours accordé aux anciens combattants. Et Moruroa, on retirait dans les 60-70 tonnes.

La commission : Oui mais bon, c'était une fois tous les 4 ans et autrement...

M. Jules Changues : Non, c'est beaucoup plus ! Ça n'a jamais été aussi plongé que ça !

Mme Unutea Hirshon : C'était surtout le coprah.

M. Jules Changues : Oui, c'était surtout le coprah. Cette exploitation là, c'était quand il a senti qu'il y a un peu de nacre là, il a été avec des plongeurs. Parce que, c'était vers la fin du bateau Tuamotu qu'Emma Winchester a créé une coopérative à l'époque. Tous les Paumotu réservaient leur coprah pour leur bateau. Puis après le Tuamotu est tombé en faillite et c'est le Kalua qui ramenait à Papeete.

La commission : Une fois que le CEP s'est installé au niveau alimentaire il n'y avait donc pas de débouché pour les productions locales.

M. Jules Changues : Les gens ne sont pas organisés, tout le monde a abandonné la terre, c'est après, dans les années 80, que la production a recommencé un petit peu, mais au début il y avait pratiquement pas de produit locaux vendus.

Mme Unutea Hirshon : Tu veux dire avant l'arrivée du CEP.

M. Jules Changues : Non, non, après l'arrivée du CEP. C'est comme si le CEP prenait tout le monde.

Mme Unutea Hirshon : Oui. Tu disais qu'avant...

M. Jules Changues : On exportait le café et puis après l'arrivée du CEP, on importait du café ! Quand on était en vacance, on allait trier le café, on était payé à la journée pour aider à trier le café pour l'exportation.

Mme Unutea Hirshon : Avec le CEP, on ne peut pas fournir une grande quantité. C'est comme aujourd'hui on ne peut pas fournir une grande quantité, alors qu'on a repris le secteur.

M. Jules Changues : Mais avec l'arrivée du CEP, le marché tournait toujours pour la population locale, il y avait quelques petites plantations, qui fournissaient un peu de tomate, un peu de légumes.

Mme Unutea Hirshon : Oui ça ne s'est pas arrêté, les Chinois notamment.

La commission : Mais qu'est-ce qu'on mangeait, ils mangeaient des conserves ?

M. Jules Changues : On importait tout, des légumes venaient par bateaux pour approvisionner le CEP. Il y avait deux bateaux d'Amérique équipés de frigos.

Mme Unutea Hirshon : Ils amenaient des légumes frais.

M. Jules Changues : Des légumes frais, et des légumes frais par avion.

La commission : Ca doit coûter cher ça.

M. Jules Changues : C'était surtout par bateau et puis il n'y a pas mal de légumes qui arrivent par avion. On importait surtout d'Amérique, un peu de Nouvelle Zélande, surtout d'Amérique de Californie.

Mme Unutea Hirshon : La Nouvelle Zélande fournissait la viande surtout, comme c'est encore le cas aujourd'hui et les légumes.

M. Jules Changues : Oui, c'était la Nouvelle Zélande qui fournissait déjà la viande du CEP. Il y avait davantage de liaisons du côté des Etats-Unis avec Tahiti, tandis que Nouvelle Zélande avec Papeete, il me semble qu'il n'y avait pas encore de vols.

Mme Unutea Hirshon : Non, il n'y avait pas vraiment de vol.

M. Jules Changues : Il y avait un bateau de temps en temps, on achetait par bateau, mais il n'y avait pas de liaison aérienne.

La commission : Alors en gros, on ne peut pas dire que le CEP favorisait l'agriculture dans le pays.

M. Jules Changues : On manquait de main d'œuvre dans l'agriculture.

Mme Unutea Hirshon : Ce n'est pas que ça, il y a eu l'abandon du secteur.

M. Jules Changues : C'est que le CEP payait plus cher la main d'œuvre, alors l'agriculteur, il voit que c'est beaucoup plus facile de travailler pour le CEP que d'aller travailler à la terre.

La commission : C'est pareil pour la pêche.

Mme Unutea Hirshon : Avant, il n'y avait pas des bonitiers ?

M. Jules Changues : C'est que les bonitiers sortent le matin et rentrent le soir, on ne prévoit plus loin.

Mme Unutea Hirshon : Mais, beaucoup de gens étaient attirés par le CEP pour pouvoir se construire la maison.

M. Jules Changues : Ça c'est sur.

Mme Unutea Hirshon : Tout ça parce que, ça à l'air tout les mois le (?) d'acheter les matières premières, je connais beaucoup de gens qu'on peut faire leur maison parce que à cause ça. Surtout dans les îles.

La commission : Une fois que les essais ont été terminés, c'était un pays complètement désorganisé au niveau économique.

Mme Unutea Hirshon : C'est propre à toutes les bases militaires qui s'installent, quelque part ça bouleverse l'économie, on crée une économie artificielle en quelque sorte, et lorsque ça s'arrête c'est le grand vide. Quelle est ton analyse sur tout ça, sur le plan économique.

M. Jules Changues : Je crois que j'étais assez jeune à l'époque, donc j'ai des souvenirs un peu vagues et dans l'ensemble, ça a apporté quand même de l'argent à l'économie. Les travailleurs sont partis travailler pour le CEP, ils ont mis l'argent sur des constructions de maisons, ça c'est le côté positif de l'affaire. Mais le côté négatif c'est que le secteur rural a été complètement délaissé.

Mme Unutea Hirshon : Il est assez étonnant que les politiciens aient laissé abandonner ce secteur là, on aurait pu croire qu'ils auraient dû l'encourager.

M. Jules Changues : Il y a toujours un secteur rural pour les consommations locales. Mais c'est que le pouvoir en place n'a pas su inciter.

La commission : Oui c'est peut être l'augmentation du niveau de vie qui a fait qu'il n'est plus possible d'avoir d'autre type d'activité, y compris dans l'agriculture, parce que les salaires étaient trop élevés.

M. Jules Changues : Oui, ils ne peuvent plus exporter, surtout la vanille. Les gens ne peuvent plus : le prix de revient est devenu trop cher pour l'exportation.

Mme Unutea Hirshon : Tu as connu des gens qui ont travaillé au CEP et qui t'ont peut être raconté certaines choses.

M. Jules Changues : Je n'ai jamais rencontré des gens qui ont raconté quoi que ce soit, ni du bien ou du mal du CEP. De ce côté là, il faudrait peut être s'adresser aux gens qui sont dans le corps médical.

Mme Unutea Hirshon : Tu te souviens peut être qu'il a été demandé de retirer le lait de la circulation, parce qu'il y a eu un essai dont les vents ont poussé le nuage jusque sur Tahiti ?

M. Jules Changues : Je ne me souviens de rien, je ne me souviens de rien !

La commission : Au niveau de la chambre de commerce, est-ce qu'il y a des archives sur les entreprises ?

M. Jules Changues : On n'a pas d'archives, malheureusement !

Mme Unutea Hirshon : Vous n'avez pas d'archives !

M. Jules Changues : A l'époque, il n'y avait pas encore de centre de formalités à la Chambre de commerce. Ce n'est qu'il y a 10 ans qu'on a créé le centre de formalités, pour que l'entrepreneur n'aille pas à 36 endroits pour avoir ses papiers ! Mais maintenant, c'est le centre de formalités qui va dans divers services pour compléter le dossier. La chambre de commerce existait, ça c'est sûr. Mais, on n'avait pas le centre de formalités des entreprises. Donc malheureusement, il n'y a pas d'archives de l'époque du CEP. Toutes les entreprises qui ont travaillé sur les sites ont pratiquement toutes disparu. Elles n'existent plus ces entreprises là.

La commission : Certain faisait des transports, mais vous nous dites que c'était surtout des bâtiments de la marine.

M. Jules Changues : Il y avait quelques armateurs locaux, comme Callois, par exemple ça n'existe plus, c'est parti. Il y avait Mr Blouin aussi qui faisait le transport maritime, ça n'existe plus, Blouin a disparu.

La commission : Il y avait quand même les dockers qui chargeaient et déchargeaient...

M. Jules Changues : Oui, c'était l'entreprise Cowan qui faisait le chargement et le déchargement des navires du CGM. Parce que ce sont les navires de CGM qui transportent le matériel du CEP et qui débarquent directement à Moruroa.

La commission : L'exploitation de Moruroa, est-ce qu'économiquement on pourrait imaginer que des choses pourraient se faire encore à l'avenir à Moruroa ?

M. Jules Changues : Je crois que si ! Quand je suis retourné dans les années 80, il y avait beaucoup de personnes qui ont été se baigner à la mer. Il y a le port qui était là et puis, un peu avant le port, il y avait un genre de bar et un restaurant et il y avait la plage qui était là. La plage n'a pas du tout changé depuis 55 !

Mme Unutea Hirshon : On a toujours pu se baigner, mais c'est pas là qu'on tirait ! C'était tout à fait à l'extrémité Est et au Nord de l'atoll. A part aller se baigner, je pense que...

M. Jules Changues : Ils nous ont promenés aussi très loin. Je ne sais pas exactement si c'est dans les endroits d'expérience ou non.

La commission : Vous avez vu les blockhaus ?

M. Jules Changues : Non. Mais par contre, ils nous ont fait visiter tous les laboratoires de mesur : là, on teste ceci ; tous les jours on teste ça, on teste l'eau de mer.

Mme Unutea Hirshon : Tu es allé dans quel cadre ?

M. Jules Changues : C'était le Haut Commissaire qui a invité des gens du privé pour aller là-bas. Un avion pour aller le matin et pour revenir le soir.

Mme Unutea Hirshon : A la fin des essais ?

M. Jules Changues : Il y avait encore les essais, c'était dans les années 80. C'était avant le moratoire.

La commission : En fait, c'était simplement à titre de visite et pas pour faire des affaires ?

M. Jules Changues : Non, ils ont envoyé un avion plein d'invités, pour montrer ce que c'est Moruroa. On est parti le matin de bonne heure, on est revenu le soir. On a déjeuné là-bas et puis on est rentré vers 3h.

La commission : Vous avez eu bien de la chance puisque la commission d'enquête n'a même pas eu une invitation malgré le fait qu'on ait demandé !

M. Jules Changues : Maintenant, il paraît que tout a été détruit ! Toutes les maisons qui étaient dessus ont été rasées.

La commission : Ils ont gardé la chapelle et puis quelques bâtiments pour l'équipe de gardiennage.

M. Jules Changues : Ah, il y a une équipe de gardiennage ?

La commission : Oui, il y a une trentaine de militaires en alternance qui vont surveiller les appareils. Puisqu'il y a des appareils de surveillance de la radioactivité, de surveillance de l'état des sols, des risques d'effondrements.

Mme Unutea Hirshon : Merci en tout cas d'avoir accepté notre invitation.

M. Jules Changues : Il n'y a pas de quoi.